



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le rôle des économistes dans une société en changement

Philippe Mainié

Citer ce document / Cite this document :

Mainié Philippe. Le rôle des économistes dans une société en changement. In: Économie rurale. N°96, 1973. Le rôle des économistes ruraux. pp. 5-12;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1973.2206>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_96_1_2206

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

The role of economists in a society - The role of economists in a society is linked to their ability to explain and to forecast. But the error is to « think one knows ». The criticisms of Leontieff concerning the inadequate analysis of facts by many economists should alert us to the real meaning of statistics : beware of false categories.

The relationship between economists and men of action remains a delicate affair, in so far as politicians, used to handling men, think they know the real world better than research-workers. But even then research must be centred on the vital points of the agricultural branch ; the survival of inequality, competition for land, the difficulty of orientating production, the democratic management of integrated units etc...

Finally those who possess this knowledge are often reluctant to let these men study and solve their own problems themselves. The position of research services is a difficult one, for they reveal situations of conflict.

Résumé

Le rôle des économistes dans une société est lié à leur capacité d'expliquer et de prévoir. Mais l'erreur est de « croire savoir ». Les critiques de Leontieff sur l'insuffisante analyse des faits chez nombre d'économistes doit nous alerter : attention aux fausses catégories statistiques, aux modèles reposant sur des hypothèses non justifiées par les faits...

Les relations entre économistes et hommes d'action restent délicates, dans la mesure où les politiques, habitués à manier les hommes, pensent mieux connaître le monde réel que les chercheurs. Encore faut-il centrer les recherches sur les axes chauds du secteur agricole : persistance des inégalités, concurrence foncière, difficulté d'orienter les productions, gestion démocratique des ensembles intégrés, etc..

Enfin, ceux qui détiennent la connaissance répugnent souvent à laisser les hommes étudier et résoudre par eux-mêmes leurs propres problèmes. La place des services d'étude est difficile, car ils sont des révélateurs de situations conflictuelles.

LE RÔLE DES ÉCONOMISTES DANS UNE SOCIÉTÉ EN CHANGEMENT

par Philippe MAINIE

Maître de recherches à l'INRA

Le rôle des économistes dans une société est lié à leur capacité d'expliquer et de prévoir. Mais l'erreur est de « croire savoir ». Les critiques de Leontieff sur l'insuffisante analyse des faits chez nombre d'économistes doit nous alerter : attention aux fausses catégories statistiques, aux modèles reposant sur des hypothèses non justifiées par les faits...

Les relations entre économistes et hommes d'action restent délicates, dans la mesure où les politiques, habitués à manier les hommes, pensent mieux connaître le monde réel que les chercheurs.

Encore faut-il centrer les recherches sur les axes chauds du secteur agricole : persistance des inégalités, concurrence foncière, difficulté d'orienter les productions, gestion démocratique des ensembles intégrés, etc...

Enfin, ceux qui détiennent la connaissance répugnent souvent à laisser les hommes étudier et résoudre par eux-mêmes leurs propres problèmes. La place des services d'étude est difficile, car ils sont des révélateurs de situations conflictuelles.

The role of economists in a society

The role of economists in a society is linked to their ability to explain and to forecast. But the error is to « think one knows ». The criticisms of Leontieff concerning the inadequate analysis of facts by many economists should alert us to the real meaning of statistics : beware of false categories.

The relationship between economists and men of action remains a delicate affair, in so far as politicians, used to handling men, think they know the real world better than research-workers.

But even then research must be centred on the vital points of the agricultural branch ; the survival of inequality, competition for land, the difficulty of orientating production, the democratic management of integrated units etc...

Finally those who possess this knowledge are often reluctant to let these men study and solve their own problems themselves. The position of research services is a difficult one, for they reveal situations of conflict.

Les économistes sont trop occupés à scruter le comportement des autres pour se mettre eux-mêmes sur la sellette : ils ont fait des études serrées de l'industriel ou de l'agriculteur, mais hésitent à analyser leur métier de savant comme une profession et à réfléchir à leur rôle dans la société. C'est ce que l'on tentera ici.

Les questions auxquelles il faudrait répondre sont multiples : quel est leur rôle dans la définition des politiques ? Quels conflits et quelles frustrations rencontrent-ils dans l'exercice de leur profession ? Quelles pressions s'exercent sur eux ? Comment définissent-ils leurs problèmes ? Quels effets leurs travaux ont-ils sur la politique ? Comment supportent-ils la bureaucratisation ? Quels types de relations se nouent entre intellectuels et responsables ?

Les changements dans la société sont toujours pénibles : or les conflits sont indispensables pour qu'un lent progrès chemine, qui réduit les inégalités et les injustices.

Dans l'exercice de son métier, un chercheur en sciences humaines est **obligatoirement impliqué personnellement par ces changements** : on vient lui demander ce qu'il faut faire, c'est l'aspect le plus exaltant de son métier. L'économie et la sociologie restent des sciences essentiellement politiques.

En conséquence, il est normal que l'idéologie de chaque chercheur soutienne son activité professionnelle. Il semble particulièrement éclairant de le reconnaître dans un débat sur le rôle des économistes. Cette façon

de voir permet de bien préciser les critiques dont ils sont l'objet : les hommes d'action, depuis le syndicaliste et l'homme politique jusqu'à l'agriculteur et l'industriel, n'attendent pas la même chose de leur activité et ne font pas les mêmes critiques à l'économiste « réformiste », qui veut améliorer la société actuelle, ou à l'économiste « révolutionnaire », qui veut changer de système social. Soulignons que ces deux sortes d'économistes s'accordent pour reconnaître que la société est dominée par des puissances, que celles-ci manipulent les « masses » pour faire fonctionner les structures sociales à leur profit et qu'un **changement est nécessaire**.

Dans un débat sur le rôle des économistes, il faut donc annoncer la couleur : je me place ici du point de vue d'un économiste libéral, pour qui **le pluralisme idéologique est facteur de progrès car il oblige à réfléchir**, et pour qui **aucune théorie, si cohérente soit-elle, ne semble totalement vraie**. Pour cet économiste, l'essentiel est d'aider les individus à mieux **maîtriser** leurs propres affaires. Quelles critiques peut-on lui faire ?

a) Essentiellement de mal expliquer d'abord les transformations actuelles de la société, de mal décortiquer et analyser les comportements profonds des individus dans le domaine économique et social.

b) Ensuite de ne pas apporter de solutions nouvelles, suffisamment sérieuses, « expérimentées », concrètes, et étayées sur les faits, pour réformer cette société, c'est-à-dire faire progresser les mentalités, augmenter le pouvoir des individus sur l'organisation, et éviter l'énorme danger de bureaucratisation oppressive qui menace les sociétés industrialisées. Cette critique conduit à se demander **sur quelles bases établir des relations entre économistes réformistes et hommes d'action** : aujourd'hui,

la persistance du malentendu confirme le politicien dans l'idée qu'il en sait plus sur les hommes, par ses années de combat politique sur le terrain, que le chercheur en science politique. Dans ces conditions, pourquoi lui donnerait-il plus de moyens de travail, pourquoi tiendrait-il compte des résultats des recherches ? **L'organisation de ces relations avec les hommes d'action définit un certain rôle pour les chercheurs et un certain mode de gestion de la recherche.** On peut faire une recherche qui éclaire le petit nombre, les « notables » de la société, ou une recherche **qui colle aux problèmes du grand nombre.** Pour ma part, j'opte pour la **seconde solution**. Il reste à préciser comment définir et réaliser les actions de recherches, aussi bien dans les entreprises et les services publics, que l'université.

Malheureusement, décideurs et chercheurs sont, en France, **héritiers d'une tradition en apparence libérale, en fait totalitaire, car centralisatrice et jacobine.** « Nous adorons l'égalité jusque dans la servitude », disait Tocqueville. C'est le grand risque que court la société. Les économistes réformistes peuvent-ils contribuer à le réduire ? Nous tenterons de répondre à trois questions :

1) **Faut-il être pessimiste sur l'avenir des économistes parce que la connaissance est difficile ?** mais heureusement, sinon nous serions prêts pour toutes les manipulations.

2) **Faut-il être pessimiste parce que les relations avec le pouvoir sont délicates ?** mais heureusement, car on secrète ainsi des groupes vivaces : la SFER demain après notre session en sera-t-il un ?

3) **Faut-il être pessimiste parce que le risque technocratique est toujours aussi grand que par le passé ?** mais cela ne donne-t-il pas du prix à l'indépendance ?

I — POURQUOI CE FAIBLE POUVOIR EXPLICATIF ET PROSPECTIF DES TRAVAUX ACTUELS ?

1. Le scandale de la science économique, aujourd'hui, c'est de croire savoir :

Aucune théorie ne me paraît approcher la vérité. La vraie connaissance en sciences humaines est difficile :

R. Escarpit le rappelle fort bien : « **Plus le temps passe, plus nous sommes ignorants au regard de tout ce que la civilisation exige que nous connaissions.** L'école n'y suffit plus, et l'éducation permanente est elle-même en voie d'être dépassée... Décidément, c'est un étrange univers que celui où l'existence s'écoule à la

poursuite d'un savoir insaisissable, et où l'apprentissage de la vie dure plus longtemps que la vie même » (R. Escarpit. « Savoir et apprendre ». Le Monde. 15-10-72).

Il est significatif que ce soit Léontief (1), inventeur de l'économétrie, qui ait tout récemment dénoncé avec le plus de vigueur le scandale de la science économique, pourtant placée aujourd'hui au « summum » de son prestige intellectuel. En résumant sa thèse, on peut dire que les progrès récents ont, d'après lui, porté **beaucoup plus sur le raffinement des méthodes que sur une meilleure analyse des faits** (avec les mêmes statistiques, anciennes et insuffisantes, les économistes élaborent des

(1) LEONTIEF (Vassili) : *Theoretical assumption and nonobserved facts*. American Economics Association. 83^{me} réunion. Détroit - Michigan, 29 décembre 1970. Traduit dans *Problèmes économiques*, no 1.227, 8 juillet 1971.

modèles de plus en plus raffinés, mais négligent de vérifier les hypothèses sous-jacentes. **Au total, ces économistes sont « incapables d'atteindre carrément l'un quelconque des objectifs » qu'ils se sont choisis, non à cause du manque d'intérêt des problèmes pratiques auxquels ils s'attaquent, mais par suite de « l'insuffisance manifeste des moyens scientifiques avec lesquels ils s'efforcent de les résoudre ».**

Léontief ne vise pas la dispersion ou la faiblesse des moyens matériels, mais **le déséquilibre fondamental entre « la superstructure proliférante de la théorie économique pure (... spéculative) et leurs fondements empiriques chétifs et à croissance bien trop lente ».** Les seconds ne sont plus capables de soutenir et d'activer la première.

2. Comment remédier à la faiblesse des moyens scientifiques de connaissance en économie rurale ?

Le premier problème, c'est de mieux connaître les comportements. L'économiste rural serait présomptueux s'il prétendait être capable de bien connaître les comportements des agriculteurs, des industriels ou de la collectivité par une observation extérieure des choses, sans dialogue approfondi avec les intéressés.

Les faits humains ont un sens, une signification, et on ne peut les comprendre que si on les pénètre avec ceux qui les vivent, à l'extrême si on les vit. C'est pourquoi **tant de grands économistes ont également été des hommes engagés dans la société** où ils vivaient (Ricardo, Marx, Keynes).

Le tort des économistes est de croire que, pour atteindre à une vraie connaissance scientifique, il faut se méfier des « vils » contacts avec le monde des affaires ou le gouvernement. Quincey, disciple de Ricardo, écrivait de son maître, à propos des « Principes » : « Est-il possible qu'un Anglais, non universitaire et opprimé par des soucis mercantilistes et parlementaires, ait accompli ce que toutes les universités d'Europe, en un siècle de réflexion, avaient échoué à faire progresser, ne serait-ce que de l'épaisseur d'un cheveu ? » (2).

La méthode d'observation économique devrait se rapprocher beaucoup plus de l'entretien psychologique, avec toutes ses contraintes, que du dénombrement impersonnel, froid, de la matière. L'observateur joue un rôle sur la qualité et la quantité des choses qu'il peut percevoir chez l'observé. **La précaution essentielle, pour le scientifique, consiste à ne pas attribuer au fait observé**

la signification qu'il revêt pour lui, observateur. Il faut rechercher la signification de ce fait pour l'agent économique concerné.

Sans entretien de type psychologique avec l'homme, sans écoute objective, bienveillante et dénuée d'a priori personnel, de l'histoire de ses actes, il ne peut y avoir d'analyse raffinée et approfondie du comportement humain.

Alors l'économiste pourrait connaître et approfondir ce qu'est en réalité une décision : aujourd'hui, il est souvent loin des « affaires », sa vision d'une décision est déformée, **alors qu'il emploie fréquemment ce mot dans ses analyses :** c'est un mot à la fois galvaudé et incompris.

Décider, c'est surtout élaborer un compromis, entre un objectif lointain et une possibilité actuelle, apparue à un certain instant, et qui ne se reproduira jamais de la même façon.

L'économiste propose des modèles pour mieux se décider... Il devrait être fortement inquiet s'il pensait un peu plus souvent qu'avec les mêmes données, les mêmes scientifiques issus des mêmes universités, les mêmes méthodes économétriques, on peut bâtir des modèles aux conclusions diamétralement opposées.

Que reste-t-il au décideur que n'aveuglera pas un modèle (cela arrive !) : **l'intuition,** pour parier d'une part que les **chances** d'infléchir dans un tel sens une évolution fâcheuse, ne sont pas complètement nulles et, d'autre part, la certitude qu'une décision prise change la signification des choses et qu'elle a des effets cumulatifs et nouveaux sur la situation.

Entre un sondage d'opinion qui indique que tel candidat est vu favorablement par 49,5 % des gens (ce qui n'est pas significatif, compte tenu de la précision), et l'élection, qui élimine le candidat qui n'a eu que 49,5 % des voix, il existe la différence de l'acte passé. « Après ne peut plus être comme avant ».

Or le scientifique pourrait beaucoup apprendre chez l'homme d'action placé par la vie dans une situation riche pour l'observateur : le chef d'entreprise, le syndicaliste, le politicien ont sans cesse à traiter des problèmes nouveaux.

Même s'ils les résolvent mal ou pas du tout, l'enrichissement constant de la gamme des questions qui les assaillent, est une source privilégiée d'interrogations, donc de connaissance pour le scientifique.

A l'inverse, le chercheur qui se spécialise pour connaître, finit insensiblement par privilégier son problème, qui devient important simplement parce qu'il l'étudie ! Dans l'analyse, il ne privilégie insensiblement que les facteurs qu'il sait dénombrer. S'il fait seul ce dénombrement, connaissant mieux les comportements, on peut espérer résoudre le principal problème posé aux écono-

(2) QUINCEY : *Confessions*, 1824

mistes : **lier les schémas de structures aux schémas de comportement** (selon l'expression de Nicolaï). Les premiers inspirent des prévisions tendanciennes, les seconds apportent des indications sur la possibilité de modifier une évolution soi-disant naturelle des choses.

Faute de réussir jusqu'à présent cette psycho-économie, l'économiste reste infirme : il fait de bons bilans et ne sait, le plus souvent, que prolonger les tendances actuelles. Il apparaît comme un fataliste, qui ne sait offrir aux décideurs des perspectives nouvelles et claires de changement. Apparaissant implicitement comme un démobilisateur d'énergie, l'économiste est perçu comme inutile, et s'il se trompe dans ses pronostics, comme non crédible.

Comment comprendre les interactions entre comportements et évolution des structures ? celles-ci prolifèrent et les comportements se diversifient sans cesse; chaque individu appartient à un nombre de plus en plus élevé de « groupes », ses attitudes varient de l'un à l'autre. C'est d'ailleurs là que se situe l'origine de la liberté des choix de chacun. Devant une diversité qui, vue superficiellement de l'extérieur, frise l'incohérence, les difficultés d'analyse s'amoncellent. Les faits apparaissent délicats et coûteux à observer correctement dans leur totalité. Les économistes, sans moyens matériels et conceptuels, ont alors tendance à se réfugier dans une analyse purement théorique.

Il faut surmonter ces obstacles, sinon les schémas d'explication incomplets ne permettent pas de mettre en évidence tous les facteurs, ni de dire comment ils agissent.

Cet appauvrissement est accentué par **l'insuffisance conceptuelle de notre appareil statistique** : tout n'est pas mesurable, mais peut le devenir demain : l'économiste doit résister à l'appauvrissement du mesurable, c'est le grand risque en recherche sociale.

3. Les mesures « structurelles » des statistiques sont inadaptées

La séparation actuelle entre économistes et statisticiens, leur insertion dans des services différents aggrave l'incapacité à saisir tout le réel, empêche d'approfondir l'analyse des comportements économiques.

L'essor de la statistique agricole a été remarquable et il fallait l'énergie et le dynamisme d'un Théodore pour

combler un retard extraordinaire dans ce domaine et « inventer » le Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques (SCEES).

Il reste toutefois un pas décisif à franchir : intégrer les économistes, les sociologues et les statisticiens au sein d'équipes interdisciplinaires pour passer d'une observation des apparences à une réelle analyse du comportement des agents économiques : il ne faut pas séparer les économistes et les statisticiens.

La statistique agricole est encore une statistique des « fausses » catégories, dans la mesure où, par exemple, une ventilation des exploitations par classe de superficie n'a pas de sens. Le critère surface, bien qu'important, ne peut caractériser toute l'entreprise agricole. Ce serait ignorer l'organisation et la qualité de sa gestion. Une ventilation par système de production, rajoutée à la première, comme dans le réseau comptable de la CEE, introduit déjà une vision plus précise quant à l'activité finale de l'entreprise. Cependant, certains aspects financiers (endettement) ou familiaux (patrimoine hérité, mode de vie choisi), par exemple, restent inconnus. Un excellent exemple du faible pouvoir explicatif de ces catégories statistiques est fourni par les recherches comptables des exploitations suisses (3) : la dispersion des résultats présentés par classe de surface va en croissant à mesure que l'on va vers un résultat de plus en plus « final ». L'écart des rendements bruts est moindre que celui du revenu agricole, qui est lui-même moins important que l'écart du revenu du travail. L'habileté à gérer et le type de politique choisi par l'agriculteur influencent davantage le revenu que la seule dimension spatiale de l'entreprise. **Il convient donc d'améliorer nos systèmes de description des entreprises agricoles, pour pouvoir être compris des agriculteurs et des décideurs politiques, qui, eux, vivent dans un univers réel « d'entreprises » vraies.** Une donnée chiffrée partielle déforme les réalités et amène à construire ensuite des modèles partiels, dans lesquels l'homme d'action ne peut avoir confiance.

On retrouve toujours le problème fort ancien des typologies : les agriculteurs ne constituent pas un univers homogène. Pour l'étudier, des analyses réellement interdisciplinaires doivent être menées afin de saisir tout l'agriculteur dans tout son environnement. Cette tâche urgente reste à mener à bien.

(3) Secrétariat des paysans suisses. Recherches comptables effectuées dans les exploitations agricoles, 1970. Brugg, Suisse.

II — LES RELATIONS ENTRE ECONOMISTES ET HOMMES D'ACTION

A supposer que les connaissances progressent, le problème des **relations avec les hommes d'action demeure : quelle gestion de la recherche veut-on ?** Comment faire naviguer ensemble ceux qui, chercheurs, s'enfoncent, voire s'enferment dans le particulier et dans la partie quantifiable de ce particulier, et les décideurs, assaillis par les problèmes quotidiens, et qui voudraient être soutenus par les résultats de la recherche économique. Ils doivent sans cesse s'attaquer à de nouveaux problèmes ; trouvent-ils en face d'eux des solutions étudiées, testées, des prototypes ?

Faute d'une telle confrontation pour éclairer la connaissance, les économistes ruraux restent fortement tenus à l'écart des décisions, malgré les progrès de leurs travaux.

L'inexistence d'un service d'études économiques digne de ce nom au Ministère de l'Agriculture, la faiblesse du rôle des économistes dans nombre d'entreprises (coopératives par exemple), les difficultés des relations entre centres de gestion et agriculteurs, témoignent de cette situation fâcheuse.

La question ne date pas d'aujourd'hui : aux journées de la SFER en 1964, à propos de l'orientation des recherches économiques, de Cambiaire souhaitait déjà faire admettre aux économistes « **que les pouvoirs publics, soit directement, soit à la demande de la profession, puissent passer commande d'études urgentes** ». Pour « faire avaler la pilule », il proposait que le département de recherche économique de l'INRA, au regard des programmes, soit « **maître du long terme et serviteur du court terme** ». La formule est brillante, mais peut-être aurait-il fallu admettre déjà plus ouvertement que le long terme s'analyse et se construit au jour le jour dans les actions du court terme.

Cela pose le problème de la gestion de la recherche. Comment définir les programmes : faut-il laisser les chercheurs eux-mêmes définir leur travail, faut-il laisser le pouvoir politique le faire, les citoyens intéressés n'ont-ils rien à dire ?

Quel est l'institut de recherche en France qui ouvre concrètement les portes de ses conseils de direction aux professionnels intéressés, à un niveau suffisamment proche des décisions, c'est-à-dire assez bas dans la hiérarchie administrative, pour que les discussions servent réellement à la prise des décisions ?

Le LEI à La Haye, l'Istituto nazionale de sociologia rurale à Rome, nous montrent d'autres procédures, beaucoup plus démocratiques dans leur esprit. Il faudrait examiner ces modèles. Le mode d'organisation

adopté pour la recherche et les études peut en effet complètement modifier le rôle des chercheurs dans le changement social.

Mais quel programme bâtir...

Une exigence pour réussir : centrer les recherches sur les axes chauds de l'économie rurale, sources de conflits. Je ne parlerai ici que de l'économie agricole au sens traditionnel.

Pour assurer le dialogue avec les décideurs, les économistes doivent repérer à temps les sujets qui vont faire l'objet de conflits de plus en plus graves pour la société.

« La chance ne favorise que les esprits préparés », observait Pasteur. Georgescu Roegen (4) rappelle qu'en physique, **on ne peut se fier qu'aux instruments de mesure, à condition qu'il y ait un homme à l'autre extrémité de l'instrument pour lire et analyser les mesures. « L'idée qu'on ne peut faire confiance à l'homme comme instrument de mesure est donc d'autant moins compréhensible ».** Même s'il n'est pas aussi précis qu'un microscope, « il est le seul qui puisse observer ce que tous les instruments physiques réunis sont incapables d'observer ». Sinon, nous enverrions des « politoscopes » pour révéler ce que d'autres gens pensent, et non des ambassadeurs, des journalistes et d'autres sortes d'observateurs...

N'existe-t-il pas, cependant, des ébauches de « politoscope » ? Par exemple, le réseau d'enquête sur les opinions et les comportements des agriculteurs, créé par la Mission d'Etudes Concertées, au Ministère de l'Agriculture, constitue un essai prometteur. Que révèle-t-il ?

— La faiblesse et l'inégalité de l'impact des mesures de politique agricole : seuls les exploitants modernes utilisent les actions de l'Etat, car tel est le penchant des choses... Notre ignorance en matière de correction des inégalités reste donc hautement choquante.

— Cependant, 40 % des agriculteurs se déclarent prêts à souscrire aux plans de développement du type CEE... Ils accepteraient les contraintes qui y sont attachées (comptabilité, adhésion à un groupement de producteurs, vérification des résultats). Le nombre d'agriculteurs capables de devenir de vrais décideurs est plus important que ce qui est communément admis.

— Mais les moyens actuellement utilisés (développement et enseignement) sont totalement inadaptés : la vulgarisation actuelle ne touche qu'une minorité, car

(4) GEORGESCU ROEGEN (N.) : *La science économique, ses problèmes, ses difficultés*, p. 132.

les programmes sont conçus par les « leaders » présents dans les conseils d'administration, et ne correspondent pas aux problèmes méconnus de la « masse ». Notre retard technique se trouve ainsi soigneusement entretenu par des institutions qui ignorent l'animation, faute d'être un lieu d'écoute des hommes.

— La nécessité d'agrandir les exploitations va rendre inextricable le problème foncier, dans les institutions actuelles. L'exode rural a surtout touché jusqu'à présent les pauvres de l'agriculture. La masse des terres libérées demain grandira moins vite que les besoins des exploitations en croissance. En effet les sols libérés ne viendront, désormais, que de l'extinction d'exploitations moyennes, souvent en croissance et fréquemment pourvues de successeurs.

— Une modification du système d'appropriation, établissant un droit du paysan indépendant, face au droit des biens, va s'imposer dans les années à venir, à cause de l'incohérence, pour les agriculteurs, des modalités actuelles de financement du foncier : l'Etat, par ses prêts fonciers bonifiés, encourage directement le paiement des soultes versées aux héritiers citadins. Cette charge foncière détourne les agriculteurs des investissements productifs.

Si ce droit des biens continue de passer avant celui des personnes, et si la concurrence foncière continue de s'accroître, nous manquerons à l'avenir d'exploitants jeunes. Il sera devenu impossible pour eux d'acheter et de s'installer. Que proposer aux « aides familiaux » d'aujourd'hui, pour leur présenter un avenir excitant ?

— Le souci d'une orientation plus « dirigiste » et sécurisante des productions se manifeste, chez la moitié des agriculteurs. Sommes-nous en mesure de le canaliser et de le traduire en organisations efficaces de marché, réellement autorégulatrices ? Sûrement pas aujourd'hui, faute de connaissances des comportements commerciaux et d'outils fins d'observation de la conjoncture.

— Ajoutons que cette enquête révèle une réserve généralisée à voir l'Etat renforcer les organisations coopératives au détriment du secteur privé. Jamais un tel souhait n'est formulé par les agriculteurs, bien qu'il leur soit explicitement proposé. Cela signifie que l'insertion des agriculteurs dans un ensemble intégré, coopératif ou privé, leur pose de redoutables difficultés pour participer à une gestion démocratique. Ils préfèrent donc largement un système imparfait certes, où le privé concurrence leurs propres coopératives et oblige celles-ci à être vraies et dynamiques. Reprenant la remarque de Tocqueville sur l'incapacité des économistes à imaginer autre chose que l'égalité dans la servitude, reconnaissons que nul économiste rural en 1972 n'a suffisamment approfondi ces mécanismes d'intégration. On n'a guère examiné s'il existe des modèles plus diversifiés fondés sur les interrelations entre sous-groupes et groupes (par exemple : SICA de Saint-Pol-de-Léon).

Alors le rôle des économistes changera à l'image de ce qui se passe dans certaines professions : une vision optimiste peut être dégagée de ce qui se passe dans la banque : un récent article, « Economiste de banque pour quoi faire ? » de C. Bourillon (5), montre l'extrême diversité des tâches et l'évolution de la place des économistes dans cette profession.

Leurs travaux sont fortement liés à la caractéristique de l'établissement bancaire où ils travaillent : à la Banque de France, c'est l'économie générale au sens large, c'est-à-dire l'environnement monétaire des principaux pays du monde autant que la conjoncture sectorielle et nationale, qui constituent les dominantes. A la Banque Française du Commerce Extérieur, par les études sur la réglementation et le contrôle du commerce, le financement des opérations d'exploitation, les économistes « contribuent au choix des options de la politique générale de la maison ».

Pour remplir ces tâches, ces services économiques réunissent une énorme documentation : la centrale des bilans de la Banque de France rassemble des renseignements statistiques sur plus de 16 000 entreprises. De plus, **aucune étude n'est faite sans une enquête approfondie auprès des personnes les plus aptes**, tant à l'intérieur de la banque que dans le milieu spécialisé.

Les économistes de banque, en France, sont devenus des informateurs de choix pour leurs directeurs. Ne sont-ils que cela, aujourd'hui, dans la profession bancaire ? Aux USA, le rôle de l'économiste de banque est très proche de celui de l'économiste d'entreprise, c'est désormais un véritable « conseil » de la direction générale pour la gestion de l'entreprise. A la Mitsubishi Bank à Tokyo, le directeur du département d'études économiques siège à égalité avec les autres grands directeurs de département.

Associés avec les praticiens, les économistes des banques françaises n'ont donc déjà plus le sentiment d'être mis à part dans l'organisation bancaire. D'où vient cette évolution de leur rôle ?

La place prise par les économistes dans la banque tient à l'accentuation de la concurrence entre les établissements bancaires. Elle les conduit à « inventer » sans cesse de nouveaux services à rendre aux clients. Cette nécessité de faire du marketing, au sens plein du terme, rend les directeurs sensibles aux services que les économistes, spécialisés dans l'étude des marchés, leur rendent. Insensiblement, le domaine de responsabilité des services d'études gagne le domaine de la prise des décisions. Un tel exemple permet de saisir le sens de l'évolution et donne quelques pistes de réflexion sur le devenir possible de la profession d'économiste rural.

(5) BOURILLON (C.) : Revue « Banque », juillet-août 1972.

Ce rôle des économistes dépend donc du maintien d'une critique **très libre de leur activité**. Je souhaite que la SFER, toujours plus rajeunie, y joue son rôle, en

restant libre vis-à-vis de l'INRA, de l'administration et des organisations professionnelles.

III — UNE LONGUE TRADITION PHILOSOPHIQUE NOUS FAIT, EN FRANCE, « ADORER L'EGALITE JUSQUE DANS LA SERVITUDE »

Les économistes ruraux, dans l'exercice de leur métier, peuvent-ils favoriser l'épanouissement des personnalités humaines ? Dans quel esprit veulent-ils résoudre les problèmes nés des points chauds de l'économie rurale ? La réponse à cette question explique la position libérale et réformatrice de l'auteur.

Tocqueville souligne que les économistes ne songent guère aux libertés politiques proprement dites : « quand elles se présentent par hasard à leur imagination, ils les repoussent d'abord. Ainsi, l'un de ces économistes déplore l'abandon des campagnes, mais **« n' imagine point que leurs affaires pourraient être bien mieux faites si on chargeait les habitants eux-mêmes de les faire »** (6).

Pour certains économistes, toujours d'après Tocqueville, l'Etat n'a pas seulement à commander, mais à former l'esprit des citoyens suivant un certain modèle qu'il s'est proposé à l'avance ». Voilà un beau « despotisme démocratique ».

« Ne trouvant encore autour d'eux rien qui leur apparaisse conforme à cet idéal, ils vont le chercher au fond de l'Asie : je n'exagère pas en affirmant qu'il n'y en a pas un qui n'ait fait dans quelque partie de ses écrits l'éloge emphatique de la Chine. »

Les économistes peu enclins à étudier la diversité, comprennent difficilement la signification des innovations et des grands changements intervenus depuis un siècle, ou à venir. Leurs raisonnements me paraissent s'adapter fort mal aux multiples comportements d'agents, souvent de plus en plus libres et affiliés à des groupes et sous-groupes sociaux nombreux, divers et en conflit.

Les torts ne sont pas uniquement du côté des économistes : la technocratie, écran entre agents économiques (les hommes) et décideurs, est source de conflit avec le pouvoir.

La technocratie agit de façon corrosive et souterraine sur la nature du pouvoir : l'intrigue politique qui permet d'arriver et de se maintenir au sommet de la pyramide, paraît bientôt beaucoup plus importante que

la résolution des problèmes dont on a à connaître. De plus, coupé de la base et de ses réalités, le « chef » a de plus en plus de mal à se maintenir personnellement au contact des faits, à bien connaître les problèmes qu'il doit résoudre, à s'y sentir à l'aise et à mûrir finalement un avis personnel et profond sur la moins mauvaise solution.

Le mécanisme d'influence utilisé de préférence par les « leaders » agricoles en donne une bonne illustration. A propos des « opinions sur les plans de développement », dans l'enquête de la Mission d'Etudes Concertées, on demandait aux agriculteurs quel organisme serait le plus approprié pour étudier les dossiers des candidats, le choix suivant étant proposé : étude par un groupe d'agriculteurs de la commune, par un technicien du crédit, par un fonctionnaire de l'administration, par un agent du syndicalisme, enfin par une commission départementale regroupant des représentants de l'administration et de la profession.

Les leaders, comme les agriculteurs les plus modernes, se prononcent majoritairement en faveur de la commission, probablement parce qu'ils s'y sentent à l'aise ou savent comment la manipuler. Les agriculteurs traditionnels, dans leur majorité, se prononcent à égalité pour le groupe d'agriculteurs de la commune (« entre nous, on se connaît bien et on peut juger de la situation du voisin ») et pour la commission départementale : celle-ci apparaît comme un lieu où les intérêts contraires s'annulent dans la mesure où tout le monde est représenté. L'agriculteur de base, sans relations particulières, peut espérer que son dossier passera entre les mailles du filet, qu'il aura toujours au moins un défenseur.

Ce sentiment des leaders traduit généralement une inquiétude devant la perception de leur isolement vis-à-vis de la masse : l'hostilité manifestée par un président de coopérative, pourtant nouvellement élu pour redresser une situation difficile, devant les enquêtes faites à la base par un sociologue, est révélatrice : ces interviews ont le défaut, à ses yeux, de faire prendre conscience aux gens de leur situation de non-participation et de leur isolement vis-à-vis des organes de décision de la coopérative. Or, c'est justement le problème à résoudre... mais le nouveau président, ainsi que l'équipe des cadres, a le réflexe de fermer les yeux. Ils veulent

(6) TOCQUEVILLE (A. de) : *L'ancien régime et la révolution*. Chapitre 2.

bien élaborer des solutions, à condition que ce soit eux qui les construisent, de façon à rester sûr de contrôler la base.

Dans ces deux cas, la place des économistes et des services d'études est difficile : ils sont des révélateurs de situations qui mettent mal à l'aise. On risque alors de passer d'une « consultation-information » à une « consultation-négociation », puis à l'ajournement tout simple de la consultation et bientôt de la décision... le problème sera légué aux successeurs le plus tard possible.

Les économistes ont à intervenir pour faire prendre conscience des problèmes par l'analyse des faits, mais non par des conseils généraux, peu applicables. A. de Tocqueville dénonce cette incapacité des économistes en disant : « **la seule garantie qu'ils inventent contre l'abus du pouvoir, c'est l'éducation publique** ; car, comme dit encore Quesnay, « le despotisme est impossible si la nation est éclairée ». **C'est à l'aide de ce petit galimatias littéraire,** dit Tocqueville, « qu'ils entendent suppléer à toutes les garanties politiques ».

CONCLUSION

Faut-il demeurer pessimiste ?

La vigoureuse réaction intellectuelle des jeunes économistes américains, regroupant au bout de trois ans, 1 500 économistes au sein d'une union des économistes radicaux (ce terme signifie contestataire), URPE, y compris des gens aussi célèbres que Galbraith, est réconfortante.

Même les méthodes d'enseignement sont discutées et changées : ils emmèneront leurs étudiants sur le terrain, dans les bidonvilles, dans les entreprises pour les préparer à un travail concret, dans le réel.

Les théories du passé, pour fondamentales qu'elles soient, n'ont pas encore tout dit, ni tout expliqué.

Sinon il n'y aurait plus de recherche ! Ces économistes « radicaux » veulent, pour exercer leur métier, adopter de nouvelles approches, en analysant les problèmes concrets et réels. Ils sont convaincus que la diminution des inégalités est une affaire qui se construit au jour le jour.

Se raccrocher désespérément aux écoles du passé, si glorieuses soient-elles, si grand que fut leur rôle, n'offre aucune perspective de travail valable aux économistes : un musée n'intéresse que s'il est vivant, compris et renouvelé par la culture d'aujourd'hui. Je souhaite que la SFER ne soit pas un musée, loin du monde réel.